



Un appel à la vérité, à la prudence et à la protection des pauvres (2006)

Une réponse évangélique au réchauffement climatique

1. Préambule
2. Réponse aux quatre hypothèses de l'IÉC
3. Première hypothèse de l'IÉC : Les émissions de CO₂ provenant des combustibles fossiles sont la principale cause du réchauffement
4. Deuxième hypothèse de l'IÉC : Le réchauffement climatique sera catastrophique, en particulier pour les pauvres
 - a. « L'élévation du niveau de la mer »
 - b. « Des vagues de chaleur plus fréquentes »
 - c. « Des sécheresses plus fréquentes et des phénomènes météorologiques extrêmes tels que pluies torrentielles et inondations »
 - d. « Une augmentation des maladies tropicales dans des régions actuellement tempérées »
 - e. « Des ouragans qui sont plus intenses »
 - f. « Une réduction de la production agricole, en particulier dans les pays pauvres »
5. Qu'en est-il du consensus scientifique sur le réchauffement climatique induit par l'homme?
6. Réchauffement de la planète et préoccupation pour les pauvres
7. Troisième et quatrième hypothèses de l'IÉC : Réduire les émissions de CO₂
8. Une meilleure vision, un meilleur appel à l'action

1. Préambule

En tant qu'évangéliques, nous félicitons les signataires de la déclaration du *Evangelical Climate Initiative* [l'initiative évangélique sur le climat (IÉC)] *Changement climatique : Un appel évangélique à l'action*¹ pour s'être exprimés sur une question d'éthique publique. Nous partageons la même vision biblique du monde, la même théologie et la même éthique. Nous sommes motivés par la même préoccupation profonde et authentique qu'ils expriment pour les pauvres, non seulement de notre propre nation, mais du monde entier. Cette même préoccupation nous oblige à exprimer notre désaccord avec leur *Appel à l'action* et à proposer une solution de rechange qui améliorerait le sort des pauvres de manière plus sûre et plus efficace.

Il est important d'aborder directement la question du motif. Nous ne remettons pas en cause le motif de ceux qui ont produit ou signé *l'Appel à l'action* de l'IÉC. Nous partons du principe qu'ils ont agi par souci sincère pour les pauvres dans le monde et pour les autres et qu'ils ont considéré que leur action

¹ *Climate Change: An Evangelical Call to Action.*

était justifiée par des faits scientifiques, économiques, théologiques et éthiques. Nous sommes sûrs qu'ils nous accorderont le même respect.

Il ne suffit pas, cependant, d'avoir de bonnes intentions. Celles-ci doivent être liées à une bonne compréhension des principes, des théories et des faits pertinents. Comme nous l'expliquerons plus loin, ce lien fait défaut dans *l'Appel à l'action* de l'IEC.

Nous présentons nos arguments en deux étapes. Premièrement, nous répondons point par point aux quatre affirmations de l'IEC et aux quatre hypothèses sur lesquelles repose son *Appel à l'action*. Ensuite, nous présentons cinq conclusions contraires. Les quatre premières découlent des preuves présentées dans notre critique des allégations de l'IEC. La cinquième présente notre propre appel à l'action pour protéger les pauvres, le reste de l'humanité et les autres habitants de la planète, non seulement du réchauffement climatique, mais aussi d'autres menaces potentielles pour l'environnement.

2. Réponse aux quatre hypothèses de l'IEC

L'Appel à l'action de l'IEC repose sur les quatre hypothèses suivantes :

- Les émissions humaines de dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre dans l'atmosphère lorsque nous brûlons des combustibles pour l'énergie sont la principale cause du réchauffement climatique.
- Le réchauffement climatique est non seulement réel (ce que nous ne contestons pas), mais il aura presque certainement des conséquences catastrophiques pour l'humanité, en particulier pour les pauvres.
- La réduction des émissions de dioxyde de carbone permettrait de freiner le réchauffement climatique de manière à en réduire considérablement les effets néfastes attendus.
- Des réductions obligatoires des émissions de dioxyde de carbone permettraient d'atteindre cet objectif avec des effets globaux plus bénéfiques que néfastes pour l'humanité et pour le reste des habitants du monde.

Toutes ces hypothèses, que nous exposerons plus loin, sont fausses, probablement fausses ou exagérées.

3. Première hypothèse de l'IEC : Les émissions de CO₂ provenant des combustibles fossiles sont la principale cause du réchauffement

La première hypothèse de l'IEC apparaît sous « *Affirmation 1 : le changement climatique induit par l'homme est réel* ». Bien qu'elle soit presque certainement vraie (puisque les humains ont longtemps affecté les climats dans lesquels ils vivent), l'affirmation est trop vague pour avoir des implications politiques. Il est *possible*, selon certaines hypothèses, d'attribuer à l'humanité *tout* le réchauffement moyen récent de la planète. Toutefois, notre connaissance de l'histoire du climat révèle également une importante variabilité naturelle. Les mécanismes à l'origine des variations naturelles du climat sont

trop mal compris pour être inclus avec précision dans les modèles climatiques informatiques. Par conséquent, les modèles risquent de surestimer l'influence humaine.

Pour soutenir l'appel, on cite le résumé du *troisième rapport d'évaluation* (2001) du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIÉC) qui attribue « **l'essentiel du réchauffement** » (c'est nous qui soulignons) aux activités humaines. Cependant, le résumé ne reflète pas la profondeur de l'incertitude scientifique contenue dans le rapport et a été rédigé par des négociateurs gouvernementaux, et non par le groupe scientifique lui-même. En effet, la formulation de la conclusion fournie par le groupe scientifique à l'issue de l'examen scientifique n'attribue pas « l'essentiel » du réchauffement aux activités humaines. Au contraire, elle met l'accent sur les incertitudes existantes :

« D'après l'ensemble des preuves recueillies depuis le GIÉC (1996), nous concluons qu'il y a eu une influence humaine **perceptible** sur le climat mondial. Les études commencent à séparer les contributions aux changements climatiques observés attribuables à des influences externes individuelles, tant anthropiques que naturelles. Ces travaux suggèrent que les gaz à effet de serre anthropiques contribuent **de manière substantielle** au réchauffement observé, en particulier au cours des 30 dernières années. Toutefois, la précision de ces estimations reste limitée par les **incertitudes** des estimations de la variabilité interne, les forçages naturels et anthropiques, et de la réponse du climat à des forçages externes.² »

SI les rapports du GIÉC reflètent une grande partie de la recherche scientifique de grande valeur, leurs résumés ont été tellement politisés qu'ils ont incité Richard Lindzen, climatologue au MIT et participant au GIÉC, à témoigner devant le Sénat américain : « *J'ai personnellement été témoin de coauteurs contraints de faire valoir leurs lettres de créance "vertes" pour défendre leurs déclarations.*³ »

En outre, un certain nombre d'études soutiennent la conclusion selon laquelle les causes naturelles — par exemple les fluctuations de la production solaire⁴, les changements dans le forçage radiatif des

2 Projet d'examen par les gouvernements et les experts, troisième rapport d'évaluation du groupe de travail 1 du GIÉC, 5, soulignement ajouté. « *Le GIÉC est autant un regroupement de bureaucrates gouvernementaux que de travailleurs scientifiques [...] seuls 33 % environ des plus de 200 "auteurs principaux" sont en fait des climatologues. Par conséquent, le "consensus" auquel parviennent ces documents est en fait déterminé par une opinion majoritaire qui n'a pas nécessairement de formation officielle en la matière.* » Patrick J. Michaels, *Meltdown: The Predictable Distortion of Global Warming by Scientists, Politicians, and the Media* [Fusion : La distorsion prévisible du réchauffement climatique par les scientifiques, les politiciens et les médias] (Washington : Cato Institute, 2004), 22.

3 *Testimony of Richard S. Lindzen before the Senate Environment and Public Works Committee on 2 May 2001* [Témoignage de Richard S. Lindzen devant la commission sénatoriale de l'environnement et des affaires publiques le 2 mai 2001].

4 Le GIÉC attribue l'ensemble du réchauffement de la première moitié du 20^e siècle — environ 0,5 °C — à la variabilité solaire. John T. Houghton, et al, *Climate Change 2001: The Scientific Basis. Contribution of Working Group 1 to the Third Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [Changement climatique 2001 : les bases scientifiques. Contribution du groupe de travail 1 au troisième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat] (Cambridge : Cambridge University Press, 2001), 697.

nuages⁵ et la microphysique des précipitations⁶ — pourraient l'emporter sur les émissions de CO₂ humaines en tant que causes du réchauffement climatique actuel⁷. D'autres études montrent que l'augmentation du CO₂ suit le réchauffement plutôt que ne l'entraîne et qu'elle n'en est donc pas la cause, mais pourrait en être l'effet⁸. En outre, d'autres activités humaines (par exemple, la conversion de l'utilisation des terres pour l'agriculture et les villes, la pollution par les particules) provoquent des changements climatiques régionaux qui restent largement passés sous silence. Ainsi, la partie de la tendance au réchauffement induite par l'homme n'est que partiellement due au CO₂ et aux autres gaz à effet de serre d'origine humaine. Récemment, soixante scientifiques qualifiés ont affirmé que « *le climat mondial change constamment en raison de causes naturelles et l'impact humain reste impossible à distinguer de ce bruit naturel* » et que « *les preuves tirées de l'observation ne soutiennent pas les modèles climatiques informatiques actuels, il y a donc peu de raisons de faire confiance aux prédictions d'avenir des modèles*⁹ ».

Le lecteur averti de la déclaration de l'IEC devrait se demander : *Quelle est la part du réchauffement climatique actuel qui est due à l'homme par rapport à celle qui est due à la nature? Quelle est l'ampleur du réchauffement futur auquel nous pouvons raisonnablement nous attendre? Quels sont les changements de comportement humain qui peuvent être anticipés, dans quelles conditions? Quelle différence ces changements feront-ils sur le climat mondial? Et que faudrait-il réellement pour résoudre*

-
- 5 Une discussion sur les variations des nuages comme cause de la variabilité naturelle du climat figure dans le document intitulé *Natural Climate Variability on Decade-to-Century Time Scales* [La variabilité naturelle du climat sur une échelle de temps allant de la décennie au siècle] (Washington, D.C. : National Academy Press, 1995), du Comité de recherche sur le climat, Conseil des sciences atmosphériques et du climat, Commission des géosciences, de l'environnement et des ressources du Conseil national de la recherche.
- 6 Les incertitudes relatives à l'efficacité des précipitations dans la modélisation du climat (et donc notre compréhension théorique de la manière dont ces éléments peuvent être impliqués dans les fluctuations naturelles du climat) sont examinées dans N. O. Renno, K. A. Emanuel, et P. H. Stone, « *Radiative-convective model with an explicit hydrologic cycle 1. Formulation and sensitivity to model parameters* » [Modèle radiatif convectif avec un cycle hydrologique explicite 1. Formulation et sensibilité aux paramètres du modèle], *Journal of Geophysical Research* 99 (10 juillet 1994), 14,429-14,441. La fin du résumé dit : « *Les schémas de convection cumulus actuellement utilisés dans les modèles de circulation générale contournent les processus microphysiques en faisant des hypothèses d'humidification arbitraires. Nous suggérons qu'ils sont inadéquats pour les études sur le changement climatique.* »
- 7 Ces causes naturelles — en particulier les fluctuations de la production d'énergie solaire, les changements de l'orbite et de l'inclinaison de la Terre (le Marian Koshland Science Museum de l'Académie nationale des sciences les explique et les illustre bien dans *Global Warming : Facts & Our Future* [Réchauffement climatique : faits et avenir]), et d'autres cycles longs et (géologiquement) courts — l'emportent certainement sur les émissions humaines de CO₂ en tant que causes du changement climatique dans l'histoire. Voir, par exemple, S. Fred Singer et Dennis T. Avery, *The Physical Evidence of Earth's Unstoppable 1,500-Year Climate Cycle* [Les preuves physiques du cycle climatique inéluctable de 1500 ans de la Terre] (Dallas: National Center for Policy Analysis, NCPA Policy Report No. 279, 2005).
- 8 Robert H. Essenhigh, « *Does CO₂ really drive global warming?* » [Le CO₂ est-il vraiment le moteur du réchauffement climatique?], *Chemical Innovation* 31:5 (mai 2001), 44-46; H. Fischer, *et al*, « *Ice core records of atmospheric CO₂ around the last three glacial terminations* » [La carotte de glace enregistre le CO₂ atmosphérique autour des trois dernières terminaisons glaciaires], *Science* 283 (1999) : 1712-1714; U. Siegenthaler, *et al*, « *Stable carbon cycle-climate relationship during the late Pleistocene* » [Une relation stable entre le cycle du carbone et le climat à la fin du Pléistocène], *Science* 310:5752 (25 novembre 2005), 1313-1317.
- 9 Lettre au premier ministre canadien Stephen Harper, publiée sous le titre « *Open Kyoto to debate: Sixty scientists call on Harper to revisit the science of global warming* » [Ouvrir le débat sur Kyoto : soixante scientifiques demandent à Harper de revoir la science du réchauffement climatique], *Financial Post*, 6 avril 2006. La liste complète des signataires de cette lettre se trouve en annexe de ce document.

le prétendu problème? En d'autres termes, la première hypothèse, qui en soi ne suggère aucune politique, ne devient pertinente que lorsqu'elle est associée à la seconde.

4. Deuxième hypothèse de l'IEC : Le réchauffement climatique sera catastrophique, en particulier pour les pauvres

La deuxième hypothèse de l'IEC apparaît sous « Affirmation 2 : Les conséquences du changement climatique seront importantes et toucheront le plus durement les pauvres. » Nous répondrons séparément aux deux parties de cette affirmation.

La première partie affirme que « les conséquences du changement climatique seront importantes ». Il est impossible de quantifier ce que l'on entend par « importantes », mais l'Appel à l'action énumère ensuite toute une série de conséquences, affirme sans preuve que celles-ci seront plus dures pour les pauvres, et conclut : « Des millions de personnes pourraient mourir au cours de ce siècle à cause du changement climatique, la plupart d'entre elles étant nos voisins mondiaux les plus pauvres. »

Les scénarios climatiques catastrophiques dépendent essentiellement de l'hypothèse extrêmement improbable que la température moyenne mondiale augmenterait de 6 °C ou plus en réponse au doublement du CO₂. Cependant, des estimations plus crédibles de la sensibilité du climat au doublement du CO₂ se situent dans une fourchette de 1,5 °C à 4,5 °C. Des chercheurs utilisant plusieurs sources de données indépendantes ont affirmé une « estimation de probabilité maximale... proche de 3 °C ». Ils ont conclu ceci :

« Notre affirmation implicite selon laquelle la sensibilité du climat a en fait jusqu'à 5 % de chances de dépasser 4,5 °C n'est pas une position que nous voudrions défendre avec vigueur, car même s'il est difficile de l'exclure formellement, nous n'avons pas connaissance de preuves significatives en faveur d'une valeur aussi élevée.¹⁰ »

Il est très peu probable qu'un réchauffement dans cette fourchette ait des conséquences catastrophiques. Pourquoi? Entre autres raisons parce que le réchauffement induit par le CO₂ se produira surtout en hiver, surtout dans les régions polaires et surtout la nuit. Toutefois, dans les régions polaires, où les températures nocturnes hivernales se situent bien en dessous du point de congélation, une augmentation de 3 °C n'est guère susceptible de provoquer une fonte significative des calottes glaciaires polaires ou de causer d'autres problèmes.

Même si la forte tendance récente au réchauffement (au maximum 0,5 °C au cours des trente dernières années) est entièrement causée par l'homme (et il est presque certain qu'elle ne l'est pas), et même si elle se poursuit pendant encore trente ans (comme cela pourrait être le cas), la température moyenne mondiale ne sera au maximum que de 0,5 °C plus élevée qu'aujourd'hui. La prédiction du climat au-delà de cette date dépend des hypothèses sur l'utilisation future des combustibles fossiles.

10 J. D. Annan et J. C. Hargreaves, « [Using multiple observationally based constraints to estimate climate sensitivity](#) » [Utilisation de multiples contraintes basées sur l'observation pour estimer la sensibilité du climat], *Geophysical Research Letters*, vol. 33, L06704, doi:10.1029/2005GL025259, 2006; [projet de prépublication](#). Voir également G. Hegerl, *et al.*, « [Climate sensitivity constrained by temperature reconstructions over the past seven centuries](#) » [La sensibilité du climat est limitée par les reconstructions de la température au cours des sept derniers siècles], *Nature* 440 (20 avril 2006) : 1029-1032.

Ces hypothèses sont douteuses à la lumière des changements continus des sources d'énergie tout au long de l'histoire humaine moderne. Qui aurait pu prédire notre combinaison actuelle de sources d'énergie il y a un siècle et demi, lorsque le bois, le charbon et l'huile de baleine étaient les composants les plus importants et que le pétrole et le gaz naturel étaient à peine utilisés?

L'IEC prédit que « **même de petites hausses** [c'est nous qui soulignons] *des températures mondiales auront* » toute une série d'impacts supposés désastreux. Dans chaque cas, il y a de bonnes raisons de rejeter cette prédiction :

a. « L'élévation du niveau de la mer »

Contrairement aux visions d'inondation de vastes zones par l'eau de mer, les résultats moyens d'un scénario moyen du GIEC (un scénario qui exagère probablement lui-même le réchauffement) suggèrent une élévation d'ici à 2100 d'environ 0,387 mètre seulement (15,24 pouces ou 1,27 pied)¹¹. Le taux d'augmentation ne serait que de 1,524 pouces par décennie, auquel les quelques établissements côtiers réellement menacés pourraient facilement s'adapter en construisant des digues. En outre, le niveau de la mer s'est élevé pendant des siècles, bien avant que la terre ne commence à se remettre du Petit Âge glaciaire (environ 1550-1850) et bien avant que la combustion de combustibles fossiles n'ait pu contribuer au réchauffement de la planète. Au cours du 20^e siècle, il s'est élevé d'environ 0,18 mètre (7,08 pouces), et il n'y a aucune raison de penser que les forces naturelles à l'origine de cette élévation cesseront¹². Même en supposant que la projection du GIEC concernant l'élévation du niveau de la mer au 21^e siècle soit correcte, seule la moitié environ de cette élévation serait alors attribuable au réchauffement climatique actuel — et, à son tour, une fraction seulement de cette élévation serait due au réchauffement induit par l'homme. En outre :

« Parmi les coûts que doivent supporter les Pays-Bas, le Bangladesh et diverses îles du Pacifique [c'est-à-dire les endroits les plus menacés], les coûts d'adaptation aux changements du niveau de la mer sont insignifiants par rapport aux coûts d'une limitation globale des émissions de CO₂ pour prévenir le réchauffement climatique.¹³ »

- 11 Sarah C. B. Raper et Roger J. Braithwaite, « Low sea-level rise projections from mountain glaciers and ice caps under global warming » [Projections de la faible élévation du niveau de la mer par les glaciers de montagne et les calottes glaciaires dans le cadre du réchauffement climatique], *Nature* 439 (19 janvier 2006), 311-313. De même, Indur M. Goklany écrit : « Dans le premier rapport d'évaluation du GIEC, l'élévation du niveau de la mer estimée entre 1990 et 2100 a été fixée entre 0,31 et 1,10 m avec une meilleure estimation de 0,66 m (FAR Scientific Assessment, page 277), et les estimations du troisième rapport d'évaluation étaient entre 0,09 et 0,88 m avec une "valeur centrale" de 0,48 m (TAR Scientific Assessment, page 671). Récemment, Church et White (2006) ont publié une estimation comprise entre 0,28 et 0,34 m. » Indur M. Goklany, « Comments to the Stern Review on the Economics of Climate Change » [Commentaires sur le rapport Stern sur l'économie du changement climatique], 17 mars 2006, p. 4, citant John A. Church et Neil J. White, « A 20th-century acceleration in global sea-level rise » [Une accélération de l'élévation du niveau de la mer au 20^e siècle], *Geophysical Research Letters*, vol. 33 (6 janvier 2006), L01 60 2, doi : 10.1029/2005GL024826.
- 12 B. C. Douglas et W. R. Peltier, *Physics Today* [La physique aujourd'hui], mars 2002, 35-40; comparer Church et White (2006), qui estiment l'élévation du niveau de la mer de janvier 1870 à décembre 2004 à 0,195 m (4,21 pouces), c'est-à-dire 0,015 m (0,31 pouce) par décennie.
- 13 Deepak Lal, « Ecological Imperialism: The Prospective Costs of Kyoto for the Third World » [Impérialisme écologique : Les coûts prospectifs de Kyoto pour le tiers monde], dans *The Costs of Kyoto: Climate Change Policy and Its Implications* [Les coûts de Kyoto : La politique en matière de changement climatique et ses implications], éd.

b. « Des vagues de chaleur plus fréquentes »

Bien qu'il y ait des raisons de douter de cette prédiction, sa signification ne découle que de son impact sur la santé et la mortalité. Les taux de mortalité liés à la chaleur diminuent à mesure que les gens apprennent à se protéger contre la chaleur excessive et deviennent plus aptes à se le permettre¹⁴. Par exemple, alors qu'une vague de chaleur à Chicago en 1995 a causé environ 700 décès liés à la chaleur, une vague presque identique quatre ans plus tard n'en a causé qu'une centaine, en raison d'un meilleur préavis des météorologues et de mesures de protection¹⁵. En outre, ceux qui avertissent de vagues de chaleur plus fréquentes devraient annoncer avec encore plus de ferveur des vagues de froid sévères moins fréquentes. Le taux de mortalité dû au froid intense est près de dix fois plus élevé que celui dû à la chaleur intense¹⁶, ce qui implique que le réchauffement climatique (en supposant qu'il réduise les vagues de froid autant qu'il augmente les vagues de chaleur) devrait prévenir plus de décès dus au froid qu'il n'en causerait par la chaleur.

c. « Des sécheresses plus fréquentes et des phénomènes météorologiques extrêmes tels que pluies torrentielles et inondations »

Les projections actuelles, qui reposent sur les prévisions du GIEC en matière de réchauffement climatique, prévoient des sécheresses plus fréquentes dans certains endroits, moins fréquentes dans d'autres, des périodes humides plus fréquentes dans certains endroits et moins fréquentes dans d'autres. Il n'est pas possible, dans l'état actuel des connaissances scientifiques, de savoir avec certitude s'il y aura une augmentation nette des sécheresses ou des périodes humides au niveau mondial ou dans la plupart des régions. Toutefois, si les données mondiales sont insuffisantes pour justifier toute généralisation, nous savons qu'il n'existe aucune corrélation statistique entre la température moyenne mondiale et les sécheresses dans le sud-ouest des États-Unis ou même dans l'ensemble des États-Unis¹⁷, un fait qui remet en question les prévisions du modèle. En outre, dans un monde de plus en plus riche, la capacité à distribuer efficacement l'eau et les produits agricoles

Jonathan H. Adler (Washington : Competitive Enterprise Institute, 1997), 83-90, p. 85-6. Il en découle que le développement économique est une étape importante dans la protection contre les vagues de chaleur, avec ou sans réchauffement climatique; une autre implication est que, l'énergie étant un élément crucial du développement économique, il est nécessaire de disposer d'une énergie abordable pour se protéger contre les vagues de chaleur.

- 14 R. E. Davis, *et al.*, « Decadal changes in heat-related human mortality in the eastern United States » [Évolution décennale de la mortalité humaine liée à la chaleur dans l'est des États-Unis], *International Journal of Biometeorology* 47:166-75.
- 15 M. A. Palecki, S. A. Changnon, et K. E. Kunkel, « The nature and impacts of the July 1999 heat wave in the Midwestern United States: Learning from the lessons of 1995 » [La nature et les conséquences de la vague de chaleur de juillet 1999 dans le Midwest des États-Unis : Tirer les leçons de 1995], *Bulletin of the American Meteorological Society* 82:1353-1367.
- 16 W. R. Keatinge, *et al.*, « Heat related mortality in warm and cold regions of Europe: observational study » [Mortalité liée à la chaleur dans les régions chaudes et froides d'Europe : étude d'observation], *British Medical Journal* 321:670-673.
- 17 O. W. Frauenfeld et R. E. Davis, « Midlatitude circulation patterns associated with decadal and interannual Pacific Ocean variability » [Modèles de circulation aux latitudes moyennes associés à la variabilité décennale et interannuelle de l'océan Pacifique], *Geophysical Research Letters* 29, DOI : 10.1029/2002GL015743; Michaels, Meltdown, 138-142.

continuera à s'améliorer, rendant les sociétés de plus en plus résistantes aux sécheresses, qui continueront à se produire avec ou sans influence humaine sur le climat.

d. « Une augmentation des maladies tropicales dans des régions actuellement tempérées »

Étant donné que les moustiques porteurs du *Plasmodium falciparum* (le parasite responsable du paludisme) ont besoin de températures hivernales supérieures à environ 16 à 18 °C pour survivre, il semble intuitivement probable que l'expansion des régions où les températures hivernales inférieures sont au-dessus de cette fourchette entraînerait une augmentation des taux de paludisme. Cependant, même dans les climats très froids, il existe des endroits abrités du froid où les moustiques peuvent hiberner. Ainsi, le paludisme était courant dans toute l'Europe et même dans le cercle polaire arctique, même pendant le Petit Âge glaciaire, et il est resté courant jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale en Finlande, en Pologne, en Russie, autour de la mer Noire et dans trente-six des États américains, y compris dans tous les États frontaliers du nord, de Washington à New York¹⁸. Ce n'est pas la température qui est le facteur le plus important pour la lutte contre le paludisme, mais l'élimination des zones de reproduction appropriées et l'utilisation de pesticides pour réduire la population de moustiques responsables du paludisme et les empêcher d'entrer dans les maisons. Le GIEC a suggéré, sur la base de modèles mathématiques, que d'ici les années 2080, le réchauffement de la planète pourrait exposer environ 2 à 4 % de personnes supplémentaires au risque de paludisme. Cela signifie que 96 à 98 % des personnes exposées au paludisme le seraient en raison de facteurs non liés au changement climatique. En d'autres termes, les effets du changement climatique sur le paludisme, au moins jusqu'en 2085, seront négligeables par rapport aux facteurs non liés au changement climatique¹⁹. Le GIEC a également noté que la plupart des personnes nouvellement exposées au risque se trouveraient dans des pays à revenu moyen ou élevé où les infrastructures et les services de santé rendraient l'infection et la mort ou l'invalidité grave peu probables²⁰. « Ainsi, l'étude mondiale de la transmission réelle du paludisme montre "remarquablement peu de changements, même dans les scénarios les plus extrêmes".²¹ » La résurgence du paludisme dans certains pays d'Afrique et d'Asie est liée non pas à l'évolution des températures, mais à l'interdiction du DDT et au passage à des méthodes

18 Paul Reiter, « From Shakespeare to Defoe: malaria in England in the Little Ice Age » [De Shakespeare à Defoe : le paludisme en Angleterre au Petit Âge glaciaire], *Emerging Infectious Diseases* 6(1):1-10.

19 I. M. Goklany et D. King, « Climate Change and Malaria » [Changement climatique et paludisme], *Science* 306:5693 (octobre 2004), 55-57.

20 J. J. McCarthy, et al, *Climate Change 2001: Impacts, Adaptation, and Vulnerability: Contribution of Working Group II to the Third Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change* [Changement climatique 2001 : Impacts, adaptation et vulnérabilité : Contribution du groupe de travail II au troisième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat] (Cambridge : Cambridge University Press, 2001), 9.7.1.1. Cité dans Bjørn Lomborg, *The Skeptical Environmentalist : Measuring the Real State of the World* [L'environmentaliste sceptique : Mesurer l'état réel du monde], édition révisée (Cambridge : Cambridge University Press, 2001), 292.

21 Lomborg, *Skeptical Environmentalist* [L'environmentaliste sceptique], 292, citant David J. Rogers et Sarah E. Randolph, « The Global Spread of Malaria in a Future, Warmer World » [La propagation mondiale du paludisme dans un monde futur, plus chaud], *Science* 289(5485) : 1763-6. Voir également S. I. Hay, et al, « Climate change and the resurgence of malaria in the East African highlands » [Le changement climatique et la résurgence du paludisme dans les hauts plateaux d'Afrique de l'Est], *Nature* 415:905-09, qui conclut à l'absence de corrélation entre la transmission du paludisme et les variations de température.

moins efficaces de lutte contre la maladie, et elle provoque plus d'un million de décès prématurés chaque année.

e. « Des ouragans qui sont plus intenses »

La récente augmentation du nombre et de l'intensité des ouragans dans l'Atlantique rend certaines personnes plus réceptives aux affirmations selon lesquelles le réchauffement climatique pourrait avoir un tel effet. Cependant, la National Oceanic Atmospheric Administration (NOAA) [Administration nationale des océans et de l'atmosphère] a conclu dans une étude annoncée en novembre 2005 que « *le signal tropical multi-décennal est à l'origine de l'augmentation de l'activité des ouragans dans l'Atlantique depuis 1995, et n'est pas lié au réchauffement des gaz à effet de serre²²* ». Plus précisément :

« Les allégations de liens entre le réchauffement climatique et les impacts des ouragans sont prématurées pour trois raisons. Premièrement, aucun lien n'a été établi entre les émissions de gaz à effet de serre et le comportement observé des ouragans (Houghton et al. 2001; Walsh 2004) [...] Deuxièmement, la documentation évaluée par des pairs montre qu'il existe un consensus scientifique selon lequel tout changement futur de l'intensité des ouragans sera probablement faible dans le contexte de la variabilité observée (Knutson et Tuleya 2004; Henderson-Sellers et al. 1998), alors que le problème scientifique de la cyclogenèse tropicale est si loin d'être résolu que l'on ne peut pas dire grand-chose sur les changements possibles de la fréquence. Troisièmement, selon les hypothèses du GIEC, les dommages futurs attendus pour la société, à cause des changements qu'elle prévoit dans le comportement des ouragans, sont éclipsés par l'influence de ses propres projections de croissance de richesse et de population (Pielke et al. 2000).²³ »

Depuis plusieurs décennies, l'activité des ouragans dans l'Atlantique connaît une accalmie cyclique, au cours de laquelle nos côtes ont connu une croissance rapide de la population et des infrastructures. C'est donc la présence de plus de biens en danger, et non une augmentation historiquement sans précédent de la fréquence ou de l'intensité des ouragans, qui explique les pertes économiques croissantes dues aux ouragans. Le National Hurricane Center [le centre national des ouragans] a averti qu'un retour à une plus grande activité, similaire à celle des années 30 à 50, était attendu depuis

22 « La NOAA attribue l'augmentation récente de l'activité des ouragans à la variabilité climatique multidécennale naturelle », *NOAA Magazine Online*, Story 184.

23 R. A. Pielke Jr, et al, « Hurricanes and Global Warming » [Ouragans et réchauffement climatique], *Bulletin of the American Meteorological Society*, novembre 2005, 1571-75, citant le rapport du GIEC sur les changements climatiques de 2001; K. Walsh, « Tropical cyclones and climate change: Unresolved issues » [Cyclones tropicaux et changement climatique : Questions non résolues], *Climate Research* (2004) 27:78-83; T. R. Knutson et R. E. Tuleya, « Impact of CO₂-induced warming on simulated hurricane intensity and precipitation: Sensitivity to the choice of climate model and convective parameterization » [Impact du réchauffement induit par le CO₂ sur l'intensité des ouragans et les précipitations simulées : Sensibilité au choix du modèle climatique et paramétrage convectif], *Journal of Climate* (2004) 17:3477-95; A. Henderson-Sellers, et al, « Tropical cyclones and global climate change: A post-IPCC assessment » [Cyclones tropicaux et changement climatique mondial : Une évaluation post-GIEC], *Bulletin of the American Meteorological Society* (1998), 79:9-38; R. A. Pielke Jr. et D. Sarewitz, « Turning the big knob: Energy policy as a means to reduce weather impacts » [Tourner le gros bouton : la politique énergétique comme moyen de réduire les impacts météorologiques], *Energy and Environment* (2000) 11:255-76.

longtemps. L'accent mis sur un éventuel lien humain détourne l'attention de la question très réelle selon laquelle les gens doivent être préparés à une activité accrue des ouragans, que la fréquence, l'intensité ou la durée des ouragans soient ou non affectées par les gaz à effet de serre d'origine humaine.

f. « Une réduction de la production agricole, en particulier dans les pays pauvres »

Les données d'observation et les modèles informatiques ne permettent guère de faire confiance aux prévisions concernant l'impact du réchauffement climatique sur la production agricole, que ce soit dans les pays pauvres ou ailleurs²⁴. Cependant, l'augmentation du CO₂ — probablement le moteur du réchauffement de la planète — améliore le rendement agricole. Pour chaque doublement de la concentration atmosphérique de CO₂, on observe une augmentation moyenne de 35 % de l'efficacité de la croissance des plantes. Les plantes poussent mieux dans des températures plus chaudes et plus froides et dans des conditions plus sèches et plus humides, et elles sont plus résistantes aux maladies et aux parasites. En conséquence, leur étendue et leur rendement augmentent²⁵. La productivité agricole dans le monde et dans les pays en développement n'a jamais été aussi élevée qu'aujourd'hui²⁶. Trois conséquences probables de l'augmentation du CO₂ sont la réduction des déserts, la baisse des prix des denrées alimentaires et la diminution de la demande de terres agricoles pour nourrir la population mondiale, cette dernière entraînant une réduction de la pression sur l'habitat et, par conséquent, sur la survie des espèces. Ces avantages seraient réduits ou perdus si nous réduisions le CO₂ atmosphérique.

En résumé, pour étayer ses affirmations selon lesquelles le réchauffement climatique induit par l'homme est non seulement réel, mais qu'il est également appelé à devenir catastrophique, l'IEC fait une mauvaise lecture des rapports du GIEC ou, à l'instar des médias et des hommes politiques, s'appuie sans réserve sur son Résumé à l'intention des décideurs politiques. Le Résumé, comme nous l'avons noté ci-dessus, ne reflète pas l'incertitude scientifique contenue dans le corps du rapport, n'a pas été accepté par la grande majorité des scientifiques du GIEC et a été dicté par des considérations politiques. Les allégations de réchauffement climatique dangereux ou catastrophique sont fondées principalement sur des modèles aberrants qui présentent des scénarios bien plus extrêmes que la grande majorité des modèles. Ces modèles aberrants ne peuvent ni prévoir ne serait-ce qu'une année dans le futur ni reconstruire une année dans le passé. Ils produisent des scénarios qui ne reposent sur aucune preuve réelle. Ils sont fondés sur des hypothèses grossièrement irréalistes concernant l'utilisation future de l'énergie, les types d'énergie dominants, les niveaux de pollution, le

24 Lauren Sacks et Cynthia Rosenzweig, *Climate Change and Food Security* [Changement climatique et sécurité alimentaire].

25 De nombreuses études ont été publiées, qui démontrent les avantages d'une augmentation du CO₂ pour l'agriculture. La plupart des travaux ont été réalisés par les scientifiques du [Center for the Study of Carbon Dioxide and Global Change](#) [Centre d'étude du dioxyde de carbone et du changement global], qui propose des liens vers de nombreux articles rédigés par ses propres scientifiques et par d'autres.

26 I. M. Goklany, « [Potential Consequences of Increasing Atmospheric CO₂ Concentration compared to Other Environmental Problems](#) » [Conséquences possibles de l'augmentation de la concentration atmosphérique de CO₂ par rapport à d'autres problèmes environnementaux], *Technology* 7 Suppl. 1 (2000), 189-213.

développement économique et d'autres facteurs qui ne reflètent pas les faits actuels ou les situations futures probables²⁷. Les médias grand public présentent généralement les pires scénarios et supposent que le réchauffement sera catastrophique et qu'il entraînera des dommages dévastateurs, mais aucun bénéfique. La déclaration de l'IEC suit ce modèle.

Il est prouvé que la période actuelle de réchauffement, qui s'étend du milieu du 19^e siècle à aujourd'hui et qui devrait se poursuivre pendant un siècle ou plus, est en grande partie due à des causes naturelles. On sait que les grands changements climatiques mondiaux et régionaux d'une ampleur égale ou supérieure se sont produits en l'absence totale d'impact humain significatif : les périodes de réchauffement romaines et médiévales, le Petit Âge glaciaire et les sécheresses meurtrières pour la civilisation dans le Yucatan et le Sud-ouest américain, sans parler des périodes glaciaires et interglaciaires. Pourtant, l'IEC, tout en ne présentant aucune preuve que les causes naturelles *ne sont pas* les principales forces motrices, approuve une politique de réponse qui est non seulement potentiellement très nocive, mais aussi irrationnelle si le réchauffement actuel est en grande partie dû à des causes naturelles.

5. Qu'en est-il du consensus scientifique sur le réchauffement climatique induit par l'homme?

Avant d'aborder les effets sur les pauvres, et puisque ce que nous avançons va à l'encontre de ce qui est perçu dans la population comme étant un consensus parmi les scientifiques sur le réchauffement climatique, nous devons également aborder l'affirmation suivante de l'IEC :

« Depuis 1995, **il y a eu un accord général** [c'est nous qui soulignons] *parmi les membres de la communauté scientifique les plus sérieusement engagés dans cette question sur le fait que le changement climatique se produit et est principalement causé par les activités humaines...* »

Nous voudrions faire trois remarques. Premièrement, contrairement à la politique, mais comme pour la vérité, la science n'est pas une question de consensus, mais de données et d'arguments valables. Deuxièmement, comme Thomas Kuhn l'a si bien fait remarquer dans *The Structure of Scientific Revolutions* [La structure des révolutions scientifiques], les grands progrès de la science, qui impliquent souvent des changements de paradigmes majeurs, se produisent lorsque de petites minorités soulignent patiemment — et souvent face à une opposition qui finit par s'étioler — des anomalies dans les données et des insuffisances dans les paradigmes explicatifs dominants, jusqu'à ce que leur nombre et leur poids deviennent si importants qu'ils nécessitent un changement de paradigme complet, et que ce qui était autrefois une opinion minoritaire devienne une nouvelle opinion majoritaire. En effet, le scepticisme est essentiel à la science : « *La plupart des institutions exigent une foi sans réserve; mais l'institution de la science fait du scepticisme une vertu.*²⁸ »

²⁷ GIÉC, SRES. Voir I. M. Goklany, *Is a Richer-But-Warmer World Better Than Poorer-But-Cooler Worlds?* [Un monde plus riche, mais plus chaud est-il préférable à un monde plus pauvre, mais plus froid?], 25^e conférence annuelle nord-américaine de l'Association américaine pour l'économie de l'énergie/Association internationale d'économie de l'énergie, 21-23 septembre 2005.

Troisièmement, la croyance populaire selon laquelle il existe un tel consensus est pour le moins douteuse. Depuis 1998, plus de 19 700 scientifiques²⁹ ont signé une pétition disant :

« Il n'existe aucune preuve scientifique convaincante montrant que le rejet par l'homme de dioxyde de carbone, de méthane ou d'autres gaz à effet de serre provoque ou provoquera, dans un avenir prévisible, un réchauffement catastrophique de l'atmosphère terrestre et une perturbation du climat de la Terre. En outre, il existe des preuves scientifiques substantielles montrant que l'augmentation du dioxyde de carbone atmosphérique produit de nombreux effets bénéfiques sur les environnements naturels des plantes et des animaux de la Terre. »

Les signataires comprennent :

« 2660 physiciens, géophysiciens, climatologues, météorologues, océanographes et spécialistes de l'environnement particulièrement qualifiés pour évaluer les effets du dioxyde de carbone sur l'atmosphère et le climat de la Terre » et « 5017 scientifiques dont les domaines de spécialisation en chimie, biochimie, biologie et autres sciences de la vie les rendent particulièrement qualifiés pour évaluer les effets du dioxyde de carbone sur la vie végétale et animale de la Terre³⁰ ».

En 2004, *Science* a publié les résultats d'une étude de Naomi Oreskes affirmant que « sans désaccord substantiel, les scientifiques constatent que les activités humaines réchauffent la surface de la Terre³¹ ».

Cependant, une tentative de reproduction de l'étude a permis de constater qu'elle avait commis de graves erreurs dans le traitement des données et, après avoir réexaminé les données, est arrivée à des conclusions contraires. Oreskes a affirmé qu'une analyse de 928 résumés dans la base de données ISI contenant l'expression « changement climatique » prouvait le prétendu consensus. Il s'est avéré qu'elle avait effectué des recherches dans la base de données en utilisant trois mots clés (« global climate change ») au lieu des deux (« climate change ») qu'elle avait signalés — ce qui a réduit les résultats de la recherche d'un ordre de grandeur. La recherche sur les seuls mots « changement climatique » a permis de trouver près de 12 000 articles dans la même base de données au cours de la décennie concernée. Ont été exclus de la liste d'Oreskes :

28 Robert K. Merton, « Science and the Social Order » [La science et l'ordre social], *Philosophy of Science* 5:3 (juillet 1938), 321-337, p. 334.

29 N.D.T. : Au moment de la traduction de cet article, le 2 janvier 2021, 31 487 scientifiques américains avaient signé cette pétition, dont 9029 détenant un doctorat.

30 Voir le [Global Warming Petition Project](#). [N.D.T. : La liste des signataires est maintenant regroupée en sept champs de compétence et comprend un nombre nettement plus élevé de signataires que ceux indiqués dans cette citation]. Le Dr Art Robinson, un évangéliste qui a géré le projet et tient à jour la liste des signatures, rapporte que d'autres scientifiques continuent de signer régulièrement la pétition, et que presque aucun n'a retiré sa signature au cours des neuf années d'existence de la pétition. Voir [la liste complète des signataires](#) et [leurs compétences spécialisées](#). De même, depuis 1995, plus de 1500 scientifiques spécialisés ont signé [la déclaration de Leipzig](#), qui s'oppose au protocole de Kyoto (voir aussi [la version révisée en 2005 de cette déclaration](#)). Quarante-sept scientifiques qualifiés qui rejettent l'hypothèse d'un réchauffement climatique catastrophique dû à l'homme sont répertoriés sur le site [Envirotruth](#), avec leurs coordonnées et des notes sur leurs domaines de compétence.

31 Naomi Oreskes, « [The scientific consensus on climate change](#) » [Le consensus scientifique sur le changement climatique], *Science*, vol. 306, numéro 5702 (3 décembre 2004), 1686.

« ... d'innombrables documents de recherche qui montrent que les températures mondiales étaient similaires, voire plus élevées, pendant l'Optimum climatique holocène et la période de réchauffement médiéval, lorsque les niveaux de CO₂ dans l'atmosphère étaient beaucoup plus bas qu'aujourd'hui; que la variabilité solaire est un facteur clé du changement climatique récent; et que la modélisation du climat est très incertaine ».

De plus, même en utilisant les trois mots clés qu'elle a effectivement utilisés, « changement climatique mondial », elle a fait apparaître 1247 documents, dont 1117 résumés. Une analyse de ces résumés a montré que :

- seulement 1 % ont explicitement approuvé ce qu'Oreskes a appelé la « vision consensuelle »;
- 29 % l'ont implicitement acceptée « mais se sont principalement concentrés sur les évaluations d'impact du changement climatique mondial envisagé »;
- 8 % se sont concentrés sur « l'atténuation »;
- 6 % se sont concentrés sur les questions méthodologiques;
- 8 % ont traité « exclusivement de la recherche paléoclimatologique sans rapport avec le changement climatique récent »;
- 3 % « ont rejeté ou mis en doute l'idée que les activités humaines sont les principaux moteurs du réchauffement observé au cours des 50 dernières années »;
- 4 % se sont concentrés « sur les facteurs naturels du changement climatique mondial »; et
- 42 % n'incluaient « aucun lien ou référence direct ou indirect aux activités humaines, aux émissions de CO₂ ou de gaz à effet de serre, et encore moins au forçage anthropique du changement climatique récent³² ».

Le 6 avril 2006, soixante scientifiques qualifiés travaillant dans le domaine du changement climatique ont envoyé une lettre ouverte au premier ministre canadien Stephen Harper, déclarant : « Les preuves d'observation ne soutiennent pas les modèles climatiques informatiques actuels, il y a donc peu de raisons de faire confiance aux prédictions des modèles pour l'avenir. » Les scientifiques ont ensuite rejeté la vision d'un

32 Benny J. Peiser, Lettre à *Science*, 4 janvier 2005, submission ID : 56001. La rédactrice en chef adjointe des lettres de *Science*, Etta Kavanagh, a finalement décidé de ne pas publier la lettre, ou la version abrégée de celle-ci fournie à sa demande par Peiser, non pas parce qu'elle était imparfaite, mais parce que « les points essentiels de votre lettre ont déjà été largement diffusés sur Internet » (courriel d'Etta Kavanagh à Benny Peiser, 13 avril 2005). Peiser, un scientifique de l'université John Moores de Liverpool, a répondu : « À ma connaissance, ni les détails ni les résultats de mon analyse n'ont été cités nulle part. En tout cas, ne pensez-vous pas que *SCIENCE* a l'obligation envers vos lecteurs de corriger les erreurs manifestes? Après tout, ces erreurs continuent d'être utilisées par les militants, les journalistes et les organisations scientifiques. [...] Ne savez-vous pas que la plupart des observateurs ne savent que trop bien qu'il n'y a absolument *aucun* consensus au sein de la communauté scientifique sur la science du réchauffement climatique? » Il a poursuivi en citant une enquête menée auprès de « quelque 500 climatologues [qui] ont constaté qu'un quart des personnes interrogées se demandent encore si l'activité humaine est responsable des derniers changements climatiques », ainsi que d'autres preuves. Courriel de Peiser à Kavanagh, 14 avril 2005. L'ensemble de la correspondance, y compris beaucoup plus de preuves de l'absence de consensus scientifique sur le réchauffement climatique anthropique, est en ligne à [Dr. Benny Peiser's Letter to « Science » and Its Rejection](#) [La lettre du Dr Benny Peiser à « Science » et son rejet].

réchauffement climatique catastrophique induit par l'homme et se sont opposés au protocole de Kyoto³³. Peu après, un groupe de climatologues et de météorologues néo-zélandais de premier plan, sceptiques quant à un réchauffement climatique catastrophique d'origine humaine, a formé la Coalition néo-zélandaise pour la science du climat³⁴. Le 20 avril 2006, la British Broadcasting Corporation a diffusé une émission de radio intitulée « Overselling Climate Change » [Surestimer le changement climatique], dans laquelle de nombreux scientifiques, y compris ceux qui pensent que le réchauffement climatique est un problème grave, ont dénoncé les affirmations exagérées à son sujet qui sapent la confiance dans la science³⁵. Comme l'a déclaré Lindzen :

« En effet, toute la question du consensus et des sceptiques est un peu une fausse piste. Si, comme le rapportent régulièrement les médias, le réchauffement de la planète est l'augmentation de la température causée par les émissions de CO₂ de l'homme qui entraînera une hausse du niveau des mers, des inondations, des sécheresses, des phénomènes météorologiques extrêmes de toutes sortes, des fléaux, l'élimination d'espèces, et ainsi de suite, alors on peut dire sans risque que le réchauffement de la planète comporte tant d'aspects, qu'un large consensus sur tous ces aspects serait suspect ab initio. S'il existait réellement, il serait la preuve d'un domaine complètement avili. En vérité, ni le texte intégral des documents du GIEC ni même les résumés ne revendiquent un tel accord. Ceux qui insistent sur le fait que la science est parvenue à une conclusion définitive devraient être tenus d'indiquer exactement quelle est la science qu'ils estiment parvenue à cette conclusion. »³⁶ »

L'idée d'un consensus scientifique sur le réchauffement climatique anthropique est une illusion³⁷.

6. Réchauffement de la planète et préoccupation pour les pauvres

La deuxième partie de l'affirmation 2 stipule que « Les conséquences du changement climatique vont [...] frapper les pauvres le plus durement ». Au contraire, l'impact destructeur sur les pauvres causé par d'énormes réductions obligatoires de la consommation de combustibles fossiles dépasse de loin

33 « [Open Kyoto to debate: Sixty scientists call on Harper to revisit the science of global warming](#) » [Ouvrir le débat sur Kyoto : soixante scientifiques demandent à Harper de revoir la science du réchauffement climatique], *Financial Post*, 6 avril 2006.

34 [The New Zealand Climate Science Coalition](#) [La Coalition néo-zélandaise pour la science du climat]. Pour un reportage à ce sujet, voir « [Group rejects "unfounded" global warming claims](#) » [Un groupe rejette les affirmations « non fondées » sur le réchauffement climatique], *New Zealand Herald*, 30 avril 2006.

35 « [Overselling Climate Change](#) » [Surestimer le changement climatique], *BBC*, 20 avril 2006.

36 [Testimony of Richard S. Lindzen before the Senate Environment and Public Works Committee on 2 May 2001](#) [Témoignage de Richard S. Lindzen devant la commission sénatoriale de l'environnement et des affaires publiques le 2 mai 2001].

37 Il est ironique que de nombreux partisans de l'IÉC s'appuient fortement sur l'affirmation d'un consensus scientifique pour étayer leur point de vue sur le réchauffement climatique. Le rôle du GIEC dans les études climatiques est similaire à celui du Jesus Seminar dans l'érudition du Nouveau Testament dans les années 1990 et du darwinisme au cours du siècle dernier. Il s'agit d'un groupe autosélectionné avec un point de vue étroit favorisé par la gauche politique et les médias grand public, et il a tendance à répondre aux critiques par la dérision ou le rejet plutôt que par un engagement collégial. Les évangéliques ont été prompts à critiquer le processus à l'origine du Jesus Seminar et du darwinisme. Ils ont résisté à l'idée que les questions scientifiques complexes pouvaient être décidées par un vote à la majorité des membres du club. Ces mêmes instincts critiques doivent être maintenus lors de l'évaluation des revendications de consensus sur le réchauffement climatique.

l'impact sur eux — négatif ou positif — du réchauffement modéré de la planète qui risque le plus de se produire. En effet, la politique promue par l'IEC serait à la fois économiquement dévastatrice pour les pauvres dans le monde et inefficace pour réduire le réchauffement climatique.

L'énergie étant une composante essentielle de presque toute production économique, la réduction de son utilisation et l'augmentation de ses coûts ralentiront le développement économique, réduiront la productivité globale et augmenteront les coûts de tous les biens, y compris la nourriture, les vêtements, le logement et les autres biens les plus essentiels pour les pauvres. L'IEC ne détaille pas les mesures à prendre pour réduire les émissions de CO₂, mais en donne seulement les grandes lignes. Cela réduit sa vulnérabilité à la critique directe. Toutefois, ses grandes lignes correspondent généralement au protocole de Kyoto. Aussi, en attendant que l'IEC présente son propre ensemble de propositions détaillées, il est utile de souligner les faiblesses de Kyoto. Le respect du protocole, sans un mécanisme mondial d'échange de droits d'émission de carbone, pourrait coûter à l'économie mondiale environ 1000 milliards de dollars par an³⁸ (soit environ 2,25 % de la production annuelle mondiale). Sur les cinquante années allant de 2001 à 2050, cela signifie 50 000 milliards de dollars. Pourtant, une mise en conformité totale permettrait de réduire le réchauffement climatique de moins de 0,1 °C d'ici 2050³⁹ — une quantité si minime qu'elle disparaîtrait en fluctuation annuelle et sans impact significatif sur les conséquences. En conséquence, ses partisans affirment également que Kyoto n'est qu'une première étape et que nous aurons besoin de nombreux autres traités de ce type, peut-être quarante⁴⁰, tous plus coûteux les uns que les autres, pour prévenir un réchauffement

38 Bjørn Lomborg, *Should we implement the Kyoto Protocol? No—We risk burdening the global community with a cost much higher than that of global warming* [Devrions-nous mettre en œuvre le protocole de Kyoto? Non. Nous risquons de faire peser sur la communauté mondiale un coût bien plus élevé que celui du réchauffement climatique]. Plus précisément, sans échange de droits d'émission, le coût annuel combiné de la mise en conformité en 2010 pour les seuls États-Unis, l'Union européenne, le Japon, le Canada, l'Australie et la Nouvelle-Zélande serait d'environ 350 milliards de dollars; avec un échange de droits d'émission dans deux blocs de ce groupe, environ 240 milliards de dollars; avec un échange sans restriction dans tous les pays de l'annexe I, un peu plus de 150 milliards de dollars; et avec un échange mondial, environ 75 milliards de dollars. Lomborg, *Skeptical Environmentalist* [Un environnementaliste sceptique], 303, figure 158, citant John P. Weyant et Jennifer N. Hill, « [Introduction and overview](#) » [Introduction et vue d'ensemble], *The Energy Journal*, Kyoto Special Issue [1999], vii-xliv, à xxxiii-xxxiv, et [Bureau of Economic Analysis, Price Indexes for Gross Domestic Product and Gross Domestic Purchases](#) [Indices de prix pour le produit intérieur brut et les achats intérieurs bruts] et *Selected NIPA Tables showing advance estimates for the fourth quarter of 2000* [Sélection de tableaux NIPA présentant des estimations anticipées pour le quatrième trimestre 2000], tous deux 2001.

39 Les calculs de la fourchette de réduction des températures par rapport au respect du protocole de Kyoto diffèrent, mais sont tous très faibles. Par exemple : (1) « *le protocole de Kyoto. s'il était respecté par tous les signataires (y compris les États-Unis), ne réduirait la température de surface que de 0,07 °C (0,13 °F) en cinquante ans* » (Michaels, Meltdown, 19). (2) « *Les réductions moyennes globales [du réchauffement d'ici 2100] pour les trois scénarios sont faibles, 0,08-0,28 °C* » [c'est-à-dire 0,14-0,5 °F] (T. M. L. Wigley, « [The Kyoto Protocol: CO₂, CH₄ and Climate Implications](#) » [Le protocole de Kyoto : Le CO₂, le CH₄ et les implications climatiques], *Geophysical Research Letters*, vol. 25 [juillet 1998], 2285-88, à 2287).

40 Wigley écrit : « *Pour B=CONST, le réchauffement moyen global attendu jusqu'en 2100 est réduit [en respectant le protocole de Kyoto] de 0,10-0,21 °C selon la sensibilité du climat (près de 7 % dans tous les cas). Pour RIEN DE PLUS, la réduction du réchauffement est de 4 %, tandis que pour le cas B=-1 %, elle est d'environ 14 %. Le taux de ralentissement de l'augmentation de la température est faible, sans aucun signe d'approche de la stabilisation du climat. **Le protocole, par conséquent, [...] ne peut être considéré que comme un premier pas relativement modeste vers la stabilisation du climat*** » (Wigley, « [The Kyoto Protocol](#) », 2287-88, c'est nous qui soulignons). Jerry Mahlman, scientifique au Centre national pour la recherche atmosphérique, affirme que l'élimination du réchauffement induit par l'homme nécessiterait « *quarante Kyoto réussies* » (Tim Appenzeller et Dennis Dimick, « *The Heat Is On* » [La chaleur est là], *National Geographic*,

climatique catastrophique. Il est impossible de calculer avec certitude le montant réel qu'il en coûterait à l'économie mondiale, mais comme les réductions initiales des émissions seraient les moins coûteuses, et que chaque niveau de réduction plus important par la suite serait plus coûteux, il serait logique que le respect de quarante niveaux d'accords de type Kyoto réduise la production économique mondiale non pas de 1000 milliards de dollars, mais de plus de 40 000 milliards de dollars par an, soit environ 91 % de son total actuel. Comme l'a dit Lindzen :

« Si un scénario catastrophe se révélait correct, Kyoto ne l'empêcherait pas. Si nous considérons Kyoto comme une police d'assurance, il s'agit d'une politique où la prime semble dépasser les dommages potentiels, et où la couverture ne s'étend qu'à une petite fraction des dommages potentiels. Est-ce que quelqu'un veut vraiment cela? Je pense que non.⁴¹ »

La seule politique spécifique que l'IEC désigne pour réduire les émissions de CO₂ est le plafonnement et l'échange de droits d'émission : l'adoption, par le biais de traités internationaux, de limites maximales pour les émissions mondiales, la délivrance de permis à des nations individuelles et la mise aux enchères de ces permis par les nations aux soumissionnaires. Plus précisément, et en contradiction avec son souci explicite de réduire le réchauffement climatique et ses prétendus dangers, l'IEC soutient une proposition des sénateurs Pete Domenici et Jeff Bingaman dont les exigences seraient bien plus légères que celles du traité de Kyoto et n'auraient donc aucun effet climatique significatif, quel qu'en soit le coût. En principe, un système de permis négociables est un moyen raisonnable de lutter contre la pollution et peut être moins coûteux qu'une approche réglementaire de type « commande et contrôle ». Toutefois, préconiser des moyens efficaces pour atteindre des objectifs inutiles n'évite pas le problème que l'objectif lui-même est mal conçu. Son efficacité dépend en grande partie de l'existence d'une variété de moyens de traiter le problème de la pollution à des coûts divers. Dans le domaine du changement climatique, les solutions les moins coûteuses ont été, dans une large mesure, soit l'abandon des moyens de production fortement émetteurs de CO₂, soit l'utilisation de « puits », c'est-à-dire la plantation d'un plus grand nombre de forêts pour absorber le CO₂. Bien que le système de plafonnement et d'échange des émissions de dioxyde de soufre instauré par les modifications apportées à la loi sur la pureté de l'air en 1990 soit souvent cité, il fonctionne à une échelle bien plus réduite que celle prévue pour le contrôle des émissions nationales et mondiales de CO₂. Le dioxyde de soufre pouvait être contrôlé grâce à des traitements au point de rejet relativement simples et peu coûteux, tels que les épurateurs de fumées. Il n'existe pas de telles options pour les émissions de CO₂. Imposer un plafond absolu aux émissions nationales ou mondiales de CO₂ en l'absence de toute option de réduction peu coûteuse créerait des risques importants de pertes d'emplois et de perturbations économiques, que les permis soient ou non négociables.

septembre 2004, 11). David Malakoff cite d'autres climatologues qui disent trente Kyoto (David Malakoff, « [Thirty Kyotos Needed to Control Warming](#) » [Trente Kyoto nécessaires pour contrôler le réchauffement], *Science*, 19 décembre 1997, 2048).

41 *Testimony of Richard S. Lindzen before the Senate Environment and Public Works Committee on 2 May 2001* [Témoignage de Richard S. Lindzen devant la commission sénatoriale de l'environnement et des affaires publiques le 2 mai 2001].

En outre, nous devons encore déterminer le degré de nocivité des émissions de CO₂ et, partant, les avantages de leur réduction. Toutefois, comme nous l'avons vu, de nombreux scientifiques, notamment des agronomes, estiment que le CO₂ ne devrait pas du tout être classé comme un polluant en raison de ses avantages pour la croissance des plantes. Même en supposant que le CO₂ soit un polluant, il est tout simplement impossible, en l'état actuel de la science, d'estimer avec un degré raisonnable de confiance combien de méfaits et de bienfaits sont causés par chaque tonne émise, et quelle est la proportion entre les deux. De plus, la plupart des propositions de plafonnement et d'échange actuellement sur la table exempteraient la plupart des pays en développement de ce plafond. Comme les grands pays en développement rapide comme l'Inde et la Chine font partie des pays exemptés et que les entreprises des pays réglementés pourraient transférer leurs activités dans des pays non réglementés pour éviter les coûts de réduction ou de permis, les émissions mondiales réelles ne seraient pas affectées.

Les dirigeants d'Église, les évangéliques en particulier, sont préoccupés par le changement climatique principalement parce qu'ils craignent ses effets potentiels sur les pauvres dans le monde, surtout dans les tropiques. Cependant, il est tout simplement impossible de prévoir des éléments tels que les précipitations et les changements de température sur de longues périodes dans certaines régions. Si l'objectif est d'aider les pauvres, ce qui importe du point de vue politique est de soutenir le processus de développement par lequel les pays acquièrent une plus grande capacité à faire face à des conditions économiques, climatiques et sociales défavorables, quelle qu'en soit la cause. En d'autres termes, les pays pauvres ont besoin d'une croissance des revenus, d'une libéralisation des échanges et d'un approvisionnement sûr en électricité fiable et à faible coût. Plutôt que de se concentrer sur les changements climatiques théoriquement possibles, qui varient de toute façon énormément avec El Niño, La Niña et d'autres cycles naturels, nous devrions mettre l'accent sur des politiques — telles que l'énergie abordable et abondante — qui aideront les pauvres à prospérer, les rendant ainsi moins sensibles aux caprices du temps et à d'autres menaces.

7. Troisième et quatrième hypothèses de l'IEC : Réduire les émissions de CO₂

Les troisième et quatrième hypothèses de l'IEC figurent sous « *Affirmation 3 : Les convictions morales chrétiennes exigent notre réponse au problème du changement climatique* » et « *Affirmation 4. Il est urgent d'agir maintenant. Les gouvernements, les entreprises, les Églises et les particuliers ont tous un rôle à jouer dans la lutte contre le changement climatique, dès maintenant* ». Selon les hypothèses, la réduction des émissions de dioxyde de carbone permettrait de freiner le réchauffement climatique de manière à réduire considérablement ses effets néfastes anticipés (nous venons de voir que cela est faux), et que les réductions des émissions de dioxyde de carbone imposées par les gouvernements permettraient d'atteindre ce but avec des effets globaux qui seraient plus bénéfiques que néfastes pour l'humanité et le reste des habitants du monde.

Nous sommes d'accord avec les affirmations générales selon lesquelles les chrétiens doivent se préoccuper du changement climatique parce que nous aimons Dieu et sommes appelés à aimer notre prochain et que Dieu nous a donné la responsabilité de bien gérer la terre. Toutefois, ces affirmations

portent sur le motif. Elles ne précisent pas les mesures à prendre. Les actions spécifiques demandées par l'IÉC sont les suivantes :

« *Trouver des moyens de commencer dès maintenant à réduire les émissions de dioxyde de carbone provenant de la combustion de combustibles fossiles qui sont la cause principale du changement climatique provoqué par l'homme⁴²* » et « *aider les pauvres à s'adapter aux dommages importants que le réchauffement climatique causera* ».

Cependant, comme nous l'avons déjà vu, les dommages causés par les réductions obligatoires des émissions de CO₂ seront presque certainement supérieurs aux avantages, en particulier pour les pauvres, pour lesquels les augmentations marginales des prix seront un fardeau bien plus lourd que pour les riches.

Les pauvres du monde entier sont bien mieux servis en augmentant leur richesse par le développement économique que par les réductions infimes qui pourraient être réalisées dans le cadre du réchauffement climatique futur en réduisant les émissions de CO₂⁴³. Il est difficile d'imaginer comment il est possible que, comme l'affirme l'IÉC :

« **La tâche fondamentale de tous les habitants de la planète** [c'est nous qui soulignons] *consiste à trouver dès maintenant des moyens de commencer à réduire les émissions de dioxyde de carbone provenant de la combustion de combustibles fossiles qui sont la cause première du changement climatique provoqué par l'homme.* »

Des millions de personnes pauvres dans les pays en développement meurent chaque année parce qu'elles n'ont pas accès à l'eau potable, à la plomberie, à l'électricité (ce qui les oblige à brûler du bois et du fumier pour la cuisine et le chauffage et à vivre sans réfrigération ni climatisation), au traitement

42 Ce langage qui soulève des questions mérite d'être souligné. Supposons (uniquement pour illustrer ce point, et non pas comme si c'était vrai) qu'un dixième de 1 % du réchauffement climatique soit d'origine humaine, et que 60 % de ce réchauffement soit induit par la combustion de combustibles fossiles. Dans ce cas, 0,06 % du réchauffement climatique serait attribuable à la combustion de combustibles fossiles. Si le réchauffement climatique anticipé dû à un doublement du CO₂ atmosphérique était de 3 °C (probablement un chiffre élevé), cela signifierait que seulement 0,0018 °C de réchauffement climatique dû à un doublement du CO₂ pourrait être attribué à la combustion de combustibles fossiles. Il n'en reste pas moins que ce n'est qu'en réduisant l'utilisation des combustibles fossiles que nous pourrions « *réduire les émissions de dioxyde de carbone provenant de la combustion des combustibles fossiles qui sont la cause première du changement climatique **provoqué par l'homme*** ».

43 Voir, à titre d'exemples d'études étayant ces conclusions, les documents suivants de l'analyste de la politique environnementale Indur M. Goklany : « Comments to the Stern Review on the Economics of Climate Change » [Commentaires sur le rapport Stern sur l'économie du changement climatique], 17 mars 2006; « Evidence for the Stern Review on the Economics of Climate Change » [Éléments de preuve pour le rapport Stern sur l'économie du changement climatique], 9 décembre 2005; « Integrated Strategies to Reduce Vulnerability and Advance Adaptation, Mitigation, and Sustainable Development » [Stratégies intégrées visant à réduire la vulnérabilité et à promouvoir l'adaptation, l'atténuation et le développement durable], *Mitigation and Adaptation Strategies for Global Change* [Stratégies d'atténuation et d'adaptation au changement global], 2007, 12(5) : 755-786; « A Climate Policy for the Short and Medium Term: Stabilization or Adaptation? » [Une politique climatique pour le court et le moyen terme : Stabilisation ou adaptation?], *Energy & Environment* 16:3&4 (2005), « Evidence to the House of Lords Select Committee on Economic Affairs on Aspects of the Economics of Climate Change » [Témoignage devant la commission des affaires économiques de la Chambre des Lords sur les aspects économiques du changement climatique], *Energy & Environment* 16:3&4 (2005).

des eaux usées, à un emploi, à des soins médicaux abordables et à une nutrition adéquate, sans parler de systèmes juridiques et économiques justes et ordonnés. Non seulement les politiques proposées par l'IEC ne résoudre aucun de ces problèmes réels, actuels et vastes, mais elles ralentiront et, dans certains cas, empêcheront leur résolution — tout cela pour répondre à des risques spéculatifs et probablement exagérés dans un avenir lointain, par des mesures qui seraient de toute façon inefficaces.

L'affirmation de l'IEC selon laquelle « *des impacts mortels se font sentir maintenant* » n'est pas fondée. Pour l'étayer, l'IEC devrait prouver non seulement que les températures moyennes mondiales augmentent ou que les phénomènes météorologiques violents sont plus fréquents ou plus extrêmes, etc., mais aussi que (a) ces phénomènes sont dus dans une large mesure aux émissions de CO₂ provenant de la consommation de combustibles fossiles et (b) que le nombre de décès qui leur sont imputables correspond aux chiffres attribuables aux causes connues et bien comprises énumérées ci-dessus ou les dépasse. Nulle part aucune donnée ne permet d'affirmer qu'il en soit ainsi. En fait, pratiquement partout, les taux de mortalité ont diminué au cours des dernières décennies, alors même que le globe s'est certes réchauffé — bien qu'ils augmentent dans certaines régions qui s'enfoncent davantage dans la pauvreté ou dans lesquelles le paludisme est en recrudescence et le SIDA est devenu répandu⁴⁴.

Pire encore, en mettant l'accent sur ces risques et ces solutions improbables, et en condamnant les pauvres du monde entier à un développement économique plus lent en augmentant les prix de l'énergie, l'IEC demande aux pauvres de renoncer ou du moins de différer leurs revendications sur la technologie moderne qui est essentielle pour un avenir meilleur pour eux-mêmes et leurs enfants. Elle leur dit qu'ils ne doivent pas s'attendre à disposer de combustibles fossiles, d'électricité, ni même d'écotourisme (car les avions à réaction émettent des gaz à effet de serre et provoquent le changement climatique). D'autres militants environnementalistes leur disent qu'ils ne doivent pas utiliser l'énergie hydroélectrique ou nucléaire pour produire de l'électricité, par crainte de la construction de barrages sur les rivières et des risques liés à la manipulation des déchets nucléaires. Les pauvres dans le monde doivent donc rester indigènes, traditionnels et pauvres — ou, comme l'a dit Leon Louw, continuer à vivre dans des « *réserves de gibier humain* », afin que les Occidentaux aisés puissent leur rendre visite dans leurs villages pittoresques⁴⁵.

Il est immoral et nuisible aux citoyens les plus pauvres de la Terre de les priver des avantages d'une électricité abondante, fiable et abordable et d'autres formes d'énergie (pour les maisons, les voitures, les avions et les usines) simplement parce qu'elle est produite à partir de combustibles fossiles. Les formes prévisibles d'énergie renouvelable (autres que l'hydroélectricité) ne fourniront pas une électricité *fiable* et *abordable* au moins pendant de nombreuses années, en quantité suffisante, et nécessaires pour les hôpitaux, les usines, les foyers, les communautés et les nations modernes. Il est inadmissible de dire aux familles, aux communautés et aux nations pauvres qu'elles ne peuvent pas

44 I. M. Goklany, « *The Globalization of Human Well-Being* » [La mondialisation du bien-être humain], *Policy Analysis* 447 (Washington : Cato Institute, 22 août 2002).

45 Pour une discussion approfondie de l'impact destructeur d'une grande partie de la politique environnementale issue de l'Occident sur les pauvres dans le monde en développement, voir Paul Driessen, *Eco-Imperialism : Green Power Black Death* [Éco-impérialisme : le pouvoir vert, la peste noire] (Bellevue, WA: Free Enterprise Press, 2003).

non plus développer l'énergie hydroélectrique ou nucléaire, parce que certaines personnes les désapprouvent.

Comme indiqué précédemment, l'IÉC conseille ceci :

« Aux États-Unis, la mesure immédiate la plus importante qui peut être prise au niveau fédéral est d'adopter et de mettre en œuvre une législation nationale exigeant des réductions suffisantes des émissions de dioxyde de carbone dans l'ensemble de l'économie par le biais de mécanismes rentables et fondés sur le marché, tels qu'un programme de plafonnement et d'échange. »

Le terme « suffisant » est ici trompeur : personne ne prétend que les types de systèmes de plafonnement et d'échange de droits d'émission en cours de discussion seraient suffisants pour atténuer le réchauffement climatique. La déclaration elle-même est une contradiction dans les termes. Les programmes obligatoires ne sont pas axés sur le marché; ils sont motivés par les réglementations, les traités et la recherche de rentes⁴⁶. Cependant, ces programmes plaisent aux politiciens, qui veulent cacher la taxe et blâmer les autres pour la flambée des prix.

Nous convenons qu'il est sage de chercher à accroître l'efficacité énergétique par le développement de nouvelles technologies. Cependant, un programme qui ne peut être réalisé que sur mandat du gouvernement n'est par définition pas un programme que le marché juge rentable. Nous pensons que le marché est un meilleur juge de la rentabilité que les bureaucrates et les politiciens. Ce qu'il faut, ce sont des politiques *prudentes* qui reflètent les risques, les coûts et les bénéfices réels, une évaluation honnête de données scientifiques, économiques et technologiques solides et une application impartiale des principes moraux, éthiques et théologiques.

L'élément le plus ironique de *l'Appel à l'action* de l'IÉC apparaît peut-être dans sa déclaration selon laquelle « *en tant que société et en tant qu'individus, nous devons également aider les pauvres à s'adapter aux dommages importants que le réchauffement climatique va causer* ». Cette déclaration est ironique non seulement parce qu'elle part du principe, qui pourrait bien être faux (que l'impact global du réchauffement climatique sur les pauvres sera plus néfaste que bénéfique), mais aussi, et surtout, parce que le remède qu'elle prescrit privera les pauvres de ce dont ils ont le plus besoin pour pouvoir s'adapter, non seulement à un réchauffement climatique catastrophique, mais à *toute* catastrophe future : la richesse⁴⁷. Nous savons que nous l'avons déjà dit, mais il convient de le répéter : puisque l'énergie est une composante essentielle de toute production économique, restreindre artificiellement sa consommation fera baisser la production, monter les prix et réduire l'accès aux technologies permettant d'améliorer et de sauver des vies, ce qui nuira particulièrement aux pauvres.

46 La recherche de rente est le processus qui consiste à rechercher le profit non pas en produisant des biens et des services pour les consommateurs, mais en manipulant les circonstances économiques par le biais de mandats gouvernementaux.

47 I. M. Goklany, « Integrated Strategies to Reduce Vulnerability and Advance Adaptation, Mitigation, and Sustainable Development » [Stratégies intégrées visant à réduire la vulnérabilité et à promouvoir l'adaptation, l'atténuation et le développement durable], *Mitigation and Adaptation Strategies for Global Change* [Stratégies d'atténuation et d'adaptation au changement global], 2007, 12(5) : 755-786.

8. Une meilleure vision, un meilleur appel à l'action

À la lumière de tout ce qui précède, nous concluons que les meilleures preuves scientifiques et économiques permettent de tirer ces cinq conclusions :

- Le réchauffement climatique prévisible aura des conséquences, non pas catastrophiques, mais modérées et mitigées (non seulement néfastes, mais aussi utiles) pour l'humanité — y compris les pauvres — et le reste des habitants de la planète.
- Les causes naturelles peuvent expliquer une grande partie, peut-être la majorité, du réchauffement climatique des trente dernières années et des cent cinquante dernières années, qui constituent ensemble un épisode de cycles naturels de hausse et de baisse de la température moyenne mondiale. Les émissions humaines de dioxyde de carbone et d'autres gaz à effet de serre sont probablement un facteur mineur et peut-être insignifiant de ces causes.
- La réduction des émissions de dioxyde de carbone aurait tout au plus un impact insignifiant sur l'ampleur et la durée du réchauffement climatique et ne réduirait pas de manière significative les effets nocifs allégués.
- Les réductions des émissions de dioxyde de carbone imposées par les gouvernements non seulement ne permettraient pas de freiner de manière significative le réchauffement climatique ou d'en réduire les effets néfastes, mais elles causeraient également plus de tort que de bien à l'humanité — en particulier aux pauvres — tout en n'offrant pratiquement aucun avantage au reste des habitants de la planète.
- À la lumière de tout ce qui précède, la réponse la plus prudente est de ne pas essayer (presque certainement sans succès et à un coût énorme) d'empêcher ou de réduire le léger réchauffement qui pourrait réellement se produire. Il s'agit plutôt de se préparer à s'adapter en favorisant les moyens qui protégeront efficacement l'humanité, en particulier les pauvres, non seulement des dommages que l'on puisse prévoir du réchauffement climatique, mais aussi des dommages qui pourraient être provoqués par d'autres types de catastrophes, naturelles ou causées par l'homme.

Nous pensons que les quatre premiers points sont suffisamment étayés par la discussion précédente. Nous nous tournons donc vers le cinquième : la nécessité d'un développement économique qui protège contre les problèmes environnementaux de toutes sortes.

Selon Jerry Mahlman, scientifique au Centre national pour la recherche atmosphérique, même le respect intégral du protocole de Kyoto n'aurait aucun effet mesurable sur les niveaux de CO₂ ou sur le climat, et pour stabiliser le climat de la Terre, il faudrait « quarante Kyoto réussies⁴⁸ », chacune plus restrictive que les précédentes. Cette évaluation et d'autres similaires sont à l'origine des demandes de certains, selon lesquelles les pays pauvres (en particulier les grands pays dynamiques), qui ont été exemptés du protocole de Kyoto, doivent également l'accepter et freiner leur appétit d'énergie.

48 Appenzeller et Dimick, « The Heat Is On » [La chaleur est là], *National Geographic*, septembre 2004, 11.

Cependant, le Brésil, la Chine, l'Inde et d'autres pays en développement ont le devoir, en tant que gouvernements responsables du bien-être de leur population, de promouvoir et de faciliter le développement énergétique et économique, ainsi qu'une plus grande prospérité et un plus grand espoir pour leur population. Les pays pauvres ont tout à fait le droit de développer leur économie, en créant en fin de compte une plus grande conscience environnementale et en atteignant une meilleure capacité économique et technologique pour atteindre une plus grande efficacité énergétique, un contrôle de la pollution et une amélioration de l'environnement. De même, les pays développés ont le devoir de s'abstenir d'imposer des restrictions qui leur rendraient la tâche plus difficile. Ce n'est qu'ainsi que les objectifs humains et écologiques pourront être atteints.

De nombreux environnementalistes soutiennent que les pays développés et en développement doivent cesser d'utiliser les combustibles fossiles. Ils s'opposent donc aux centrales électriques alimentées au charbon et au gaz naturel. Mais comme ils s'opposent également aux installations hydroélectriques et nucléaires, ils ne laissent aux pays en développement aucune solution de rechange aux technologies énergétiques plus coûteuses et actuellement moins efficaces comme le solaire et l'éolien (technologies qui ne représentent pas la charge de base ou la source d'énergie fiable dont les sociétés ont besoin pour leur sécurité énergétique)⁴⁹. Le fait même que ces technologies plus coûteuses ne soient pas largement utilisées dans les pays riches témoigne du fait qu'elles ne peuvent pas être largement utilisées dans les pays pauvres. Les combustibles fossiles doivent donc être considérés comme une étape appropriée du développement énergétique, bien plus sûre que la combustion de bois et de fumier (dont la fumée fait 1,6 million de victimes par an)⁵⁰, et comme un moyen de favoriser la croissance économique qui peut, à terme, rendre abordables des technologies encore plus propres.

L'arrêt ou l'inversion du développement économique dans les pays pauvres dans le monde — qu'entraîneraient des restrictions drastiques de l'utilisation des combustibles fossiles — maintiendrait les nations pauvres dans la pauvreté. Cela perpétuerait ce que le Sud-Africain Leon Louw appelle les « réserves de gibier humain » où les touristes occidentaux peuvent voir « de jolis autochtones en harmonie avec leur environnement et avec la faune ». Mais quel militant du climat — en fait, quel signataire de *Changement climatique : Un appel évangélique à l'action* — vivrait volontiers, ne serait-

49 « Les sources d'énergie renouvelables — hydroélectrique, solaire, éolienne, géothermique et biomasse — ont des besoins élevés en investissements de capitaux et des conséquences environnementales importantes, bien que généralement non reconnues. Pour la plupart des énergies renouvelables, l'énergie qu'elles collectent est extrêmement diluée, ce qui nécessite de grandes surfaces de terrain et des masses de collecteurs pour pouvoir les concentrer. Fabriquer des collecteurs solaires, couler du béton pour les champs d'éoliennes, noyer des kilomètres carrés de terre derrière des barrages, tout cela endommage et pollue. » Par exemple, un parc éolien de 1000 mégawatts (environ la capacité d'une centrale électrique conventionnelle de taille moyenne) occuperait 5200 kilomètres carrés « et même avec des subventions substantielles et des externalités de pollution non comptabilisées, il produirait de l'électricité à un coût deux ou trois fois supérieur à celui des combustibles fossiles ». À ce ratio, les parcs éoliens suffisants pour produire les 604 000 mégawatts que les États-Unis consomment occuperaient un tiers de la superficie totale du pays. Richard Rhodes et Denis Beller, « [The Need for Nuclear Power](#) » [La nécessité de l'énergie nucléaire], *Foreign Affairs* 79:1 (janvier/février 2000), 30-44.

50 The Intermediate Technology Development Group [Le groupe de développement des technologies intermédiaires], citant des données des Nations unies et de l'Agence internationale de l'énergie. La fumée des feux de bois et de fumier tue donc plus de gens que le paludisme et presque autant que l'eau potable insalubre et le manque d'assainissement. La plupart de ses victimes sont des femmes et des enfants. Alex Kirby, « [Indoor smoke "kills millions"](#) » [La fumée intérieure « tue des millions de personnes »], *BBC News*, 28 novembre 2003.

ce qu'un mois, dans une hutte de terre dans une région rurale d'Afrique infestée par le paludisme, dans les conditions indigènes que sa politique préconisée perpétuerait? Qui parmi eux serait heureux de boire l'eau contaminée de la population locale, de manger sa nourriture dérisoire et infestée de moisissures, de respirer la fumée de ses feux de bois et de fumier, de vivre vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept, trois cent soixante-cinq jours par an sans lumière, sans climatisation et sans réfrigération? Qui parmi eux travaillerait toute la journée dans les champs au milieu d'essaims de moustiques et de mouches tsé-tsé infectés, et qui s'étoufferait sous les moustiquaires, essayant de dormir quand la température est de 32 °C dans la hutte et de 38 °C à l'intérieur de la moustiquaire, le tout sans insecticide, pesticides et pilules anti-paludisme? Qui parmi eux serait prêt à marcher trente kilomètres jusqu'à la clinique la plus proche, en emportant avec lui son enfant malade ou mourant, quand il se retrouve inévitablement avec la fièvre, les frissons et les convulsions d'un paludisme aigu?

Ce mode de vie — ou plutôt de mort — est la conséquence réelle, bien que non intentionnelle, des politiques promues par le *Changement climatique : Un appel évangélique à l'action*.

Une expérience de réflexion pourrait aider à clarifier notre point de vue. Imaginez que votre ville soit frappée par une vague de chaleur comme celle qui a tué 700 personnes à Chicago en 1995. Auriez-vous plus de chances de survivre confortablement et en toute sécurité si vous étiez riche ou si vous étiez pauvre? Si la réponse est aussi évidente que nous le croyons, quel fondement moral peut-il y avoir pour adopter une politique antiréchauffement de la planète qui réduit le développement économique des pauvres dans le monde et prolonge ainsi la période pendant laquelle ils ne peuvent pas se permettre de se protéger de la chaleur ou de tout autre risque?

Une discussion responsable d'une politique proposée pour traiter un problème quelconque nécessite de comparer ses coûts et ses avantages avec ceux de politiques alternatives pour traiter non seulement le même problème, mais aussi d'autres problèmes. Chaque prescription est susceptible d'avoir des conséquences à la fois positives et négatives pour différents aspects de l'environnement, différentes espèces, différentes régions et différents groupes de personnes. C'est pourquoi nous saluons l'approche utilisée par le consensus de Copenhague et nous espérons que nos frères et sœurs évangéliques, ainsi que tous ceux qui se préoccupent non seulement du réchauffement climatique, mais aussi d'autres menaces pour le bien-être humain et planétaire, l'étudieront attentivement⁵¹.

51 Bjørn Lomborg, *Global Crises, Global Solutions* [Crises mondiales, solutions mondiales] (Cambridge : Cambridge University Press, 2004). Dans le cadre de ce processus, des études réalisées par des spécialistes et des répondants ont été soumises à huit économistes experts, dont trois lauréats du prix Nobel, qui ont ensuite classé par ordre de priorité les principaux problèmes auxquels l'humanité est confrontée et les solutions alternatives à ces problèmes, puis les ont classés du plus efficace au moins efficace. Les solutions de rechange ont été divisées en quatre catégories de rentabilité — très bonne, bonne, moyenne et mauvaise — et classées par ordre décroissant de rentabilité (combien de personnes en bénéficieraient et à quel coût) dans chaque catégorie. Les résultats (*Global Crises, Global Solutions*, 606) ont été : **Très bonne** : 1. Maladies transmissibles : contrôle du VIH/SIDA. 2. Malnutrition et faim : fourniture de micronutriments. 3. Subventions et commerce : libéralisation du commerce. 4. Maladies transmissibles : lutte contre le paludisme. **Bonne** : 5. Malnutrition et faim : développement de nouvelles technologies agricoles. 6. Assainissement et eau : gestion communautaire de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement. 7. Assainissement et eau : technologie de l'eau à petite échelle pour les moyens de subsistance. 8. Assainissement et eau : recherche sur la productivité de l'eau dans la production alimentaire. 9. Gouvernance et corruption : réduction des coûts de création d'entreprise. **Moyenne** : 10. Migration : réduction

Nous ne devrions réduire les émissions que de manière rentable. La difficulté consiste à définir ce qui est rentable, ce qui implique de prendre en considération le coût monétaire, la technologie disponible, le coût d'opportunité (autres utilisations de cet argent pour la santé, l'éducation, la protection de l'environnement, etc.), la probabilité et l'ampleur des risques à éviter, la probabilité et l'ampleur des avantages à obtenir, qui est le plus susceptible de profiter des avantages, qui est le plus susceptible d'assumer les coûts et qui prend les décisions. Nous pensons que les réductions obligatoires des émissions de carbone ne sont pas rentables. Nous pensons donc que, même si nous devons continuer à étudier la question, il n'est pas nécessaire de prendre des mesures draconiennes qui empêcheront les personnes les plus pauvres de la Terre de profiter des avantages d'une énergie abondante. Les progrès technologiques que nous réaliserons au cours des cinquante prochaines années éclipsent probablement ceux du 20^e siècle et donneront lieu à de nouvelles technologies de production et d'utilisation de l'énergie que nous ne pouvons même pas imaginer aujourd'hui. Tout cela contribuera à réduire l'impact des activités humaines sur le climat. Plus important encore pour la vie, la santé et le bien-être des pauvres dans le monde et de leur postérité, nous devons cependant continuer à promouvoir des politiques qui encouragent la croissance économique là où elle se trouve.

Il y a seize ans, la *Déclaration d'Oxford sur la foi chrétienne et l'économie* a souligné ce point crucial :

« Nous déplorons les systèmes économiques fondés sur des politiques, des lois et des règlements dont l'effet est de favoriser les minorités privilégiées et d'exclure les pauvres des activités pleinement légitimes. De tels systèmes sont non seulement inefficaces, mais aussi immoraux dans la mesure où la participation à l'économie formelle et les avantages qui en découlent dépendent des privilèges conférés à ceux qui ont accès aux institutions publiques et privées et qui exercent une influence sur elles, plutôt que de la créativité et du travail acharné. Des mesures doivent être prises par les institutions publiques et privées pour réduire et simplifier les exigences et les coûts liés à la participation à l'économie nationale.⁵² »

Aujourd'hui, nous nous associons à la Déclaration d'Oxford pour déplorer les politiques, les lois et les règlements qui ont pour effet de favoriser ceux qui sont déjà riches au détriment de ceux qui sont encore pauvres, les excluant du développement légitime et de la participation légitime aux économies avancées et de tous les avantages qu'ils procurent, tels que des taux de mortalité infantile et juvénile plus faibles, une espérance de vie plus longue, des taux de maladie plus faibles, une éducation, des transports et des communications plus nombreux et de meilleure qualité, et tous les autres éléments que ceux qui sont déjà riches considèrent comme acquis. C'est pourquoi nous nous engageons à nous opposer aux tentatives chimériques visant à réduire le réchauffement climatique. Au contraire,

des obstacles à la migration pour les travailleurs qualifiés. 11. Malnutrition et faim : amélioration de la nutrition des nourrissons et des enfants. 12. Maladies transmissibles : renforcement des services de santé de base.

13. Malnutrition et faim : réduction de la prévalence de l'insuffisance pondérale à la naissance. **Mauvaise :**

14. Migration : programmes de travailleurs invités pour les personnes non qualifiées. 15. Changement climatique : taxe carbone optimale. 16. Changement climatique : Protocole de Kyoto. 17. Changement climatique : taxe sur le carbone en fonction de la valeur à risque. **Sur les dix-sept options, les trois options les pires avaient toutes trait à la lutte contre le réchauffement climatique.**

52. *Oxford Declaration on Christian Faith and Economics* [Déclaration d'Oxford sur la foi chrétienne et l'économie], 1990, 47.

contraints par l'amour de Jésus-Christ pour les plus petits d'entre eux (Mt 25.45) et par les preuves présentées ci-dessus, nous nous engageons à enseigner et à agir conformément aux vérités communiquées ici au bénéfice de tous nos proches.

Calvin Beisner, Paul Driessen, Ross McKittrick, Roy Spencer

Traduit de « [A Call to Truth, Prudence, and Protection of the Poor: An Evangelical Response to Global Warming](#) », *Cornwall Alliance*, 2006.

Les auteurs :

E. Calvin Beisner, Ph.D. (histoire/histoire de la pensée politique), professeur associé d'éthique sociale, Knox Theological Seminary, et auteur de *Where Garden Meets Wilderness : Evangelical Entry Into the Environmental Debate* [Où le jardin rencontre la nature : entrée évangélique dans le débat sur l'environnement] (Grand Rapids: Eerdmans/Acton Institute, 1997);

Paul K. Driessen, Esq. éthicien de l'environnement, conseiller politique principal sur les questions énergétiques et environnementales, Congrès de l'égalité raciale, et auteur de *Eco-Imperialism : Green Power, Black Death* [Éco-impérialisme : Pouvoir vert, peste noire] (Bellevue, WA: Free Enterprise Press, 2003);

Ross McKittrick, Ph.D. (économie de l'environnement), professeur associé et directeur des études supérieures, Université de Guelph, auteur du livre *Taken By Storm : The Troubled Science, Policy and Politics of Global Warming* [Pris par la tempête : La science troublée et la politique du réchauffement de la planète], lauréat du prix Donner (Toronto : Key Porter Books, 2002), expert du GIEC (Groupe de travail 1);

Roy W. Spencer, Ph.D. (climatologie), chercheur scientifique principal, Université d'Alabama, Huntsville, ancien chercheur principal pour les études climatiques, Marshall Space Flight Center, NASA.

www.ressourceschretiennes.com



2021. Traduit et utilisé avec permission. Cet article est sous licence Creative Commons. Paternité — Partage dans les mêmes conditions 4.0 International ([CC BY-SA 4.0](https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/))